

Observateurs de l'UA : volonté du Burundi de faire traîner les choses

RFI, 24-06-2016 Au Burundi, peu de progrès dans le déploiement des observateurs de l'UA Au Burundi, que devient le projet de déployer des observateurs et des experts militaires de l'Union africaine pour surveiller les violences qui ont éclaté il y a plus d'un an dans le pays ? Plus de six mois après l'adoption du projet, la machine semble grippée. Seul un quart de ces observateurs ont été déployés. Finie l'idée d'intervenir dans les meilleurs délais. Le premier accord de l'Union africaine pour rétablir la paix semble s'essouffler.

En cause, l'absence d'un MOU, un mémorandum d'entente qui fixe les conditions d'engagements au Burundi de ces observateurs des droits de l'homme et surtout des experts militaires de l'Union africaine. Des divergences persisteraient autour de l'indépendance de la mission et de l'armement d'une partie de ces experts militaires, selon des sources de l'organisation africaine. Bujumbura veut « avaliser les rapports de la mission avant qu'ils ne soient envoyés au siège de l'organisation africaine ». « Impossible », dit-elle. En revanche, cette organisation demande que ses experts militaires qui seront déployés à la frontière entre le Burundi et le Rwanda voisin, accusés malgré ces dénonciations d'entraîner des rebelles burundais, soient armés, mais Bujumbura ne veut pas en entendre parler jusqu'ici. La conséquence c'est que l'Union africaine n'a déployé sur le terrain burundais depuis septembre 2015 que 32 observateurs des droits de l'homme et seulement 15 experts militaires. « C'est très loin des 200 prévus et trop peu pour être vraiment efficace », regrette un diplomate africain, alors que l'on parle de violations massives des droits de l'homme depuis des mois au Burundi. Ce diplomate dénonce une volonté du pouvoir burundais de faire traîner les choses en longueur, alors qu'un haut cadre burundais lui a estimé qu'il fallait « plutôt y voir une volonté de préserver la souveraineté nationale ». Une mission du Conseil paix et sécurité de l'Union africaine est en visite ce vendredi au Burundi « pour évaluer la situation ». Elle doit aborder ce sujet sensible avec ses interlocuteurs. « Il faut faire vite car ce retard est en train de discréditer notre organisation », estime un de ses diplomates.